

Le dilemme des universités est-européennes

JACQUES RUPNIK*

Partout en Europe centrale, la sortie du communisme se fait sous le mot d'ordre du « retour en Europe ». Mais comment, après une coupure d'un demi-siècle, recoller à l'Europe ? Vieux dilemme d'une Europe centrale écartelée entre son identification historique à la culture européenne (médiévale, baroque, celle des Lumières) et son arriération économique : entre son sentiment d'avoir été un bastion de l'Occident chrétien (face aux Mongols, aux Ottomans, à la Russie bolchevique) et la perception occidentale qui souvent n'a vu en elle qu'une zone tampon entre l'Allemagne et l'Union soviétique ou un marché potentiel. L'expérience communiste a paradoxalement renforcé cette identification culturelle avec l'Europe (Milosz, Kundera, Konrad) tout en creusant le fossé économique entre les deux Europes. En forçant le trait on pouvait dire à la fin des années quatre-vingt : économiquement, l'Est a besoin de l'Ouest, mais culturellement l'Ouest a aussi besoin de l'Est. Le communisme, que certains avaient accueilli à la fin de la guerre comme une salutaire rupture modernisatrice, s'est soldé par une démodernisation. La coupure entre les deux Europes n'est plus idéologique et militaire ; elle risque d'être économique et certains parlent déjà de « Yalta technologique ». Au-delà de l'Europe des intellectuels et de la culture littéraire, les universités peuvent-elles être les nécessaires passerelles transeuropéennes ?

L'Université, comme d'autres institutions, se trouve au cœur de ces contradictions et incertitudes de l'après-communisme. Après des décennies de tutelle idéologique et politique de l'Etat-Parti, l'enseignement

* Professeur à l'IEP et chercheur au CERI ; *Le nouveau continent*, Paris, Calmann-Lévy, 1991.

supérieur dans les pays du Centre-Est européen a retrouvé son autonomie, mais aussi des tâches nouvelles qui en font à la fois l'un des *protagonistes* et l'un des *enjeux* majeurs des processus de réforme en cours.

Écartelée entre la dynamique du changement et le poids de l'héritage, l'Université est confrontée à trois dilemmes : 1. Reconstituer des élites ou élargir la base sociale de l'enseignement supérieur ? 2. Comment trouver un équilibre entre l'Etat et l'économie de marché ? 3. Comment concilier l'enseignement et la recherche ? Des réponses apportées découlent aussi certaines priorités pour les programmes de coopération occidentaux.

Les processus de réforme et le poids de l'héritage. — Dans son essai sur la Révolution de 1989, Ralf Dahrendorf évoque trois conditions pour une transition réussie : un Etat de droit, une économie de marché, une société civile. Le problème central découle du constat suivant : pour rétablir un Etat de droit, il suffit de six mois ; pour l'économie de marché il faudra, si tout va bien, six ans ; une société civile ? soixante ans. Or les trois conditions sont à bien des égards complémentaires et interdépendantes. Le marché serait illusoire sans Etat de droit et sans auto-organisation des acteurs sociaux et économiques. De même on peut difficilement parler d'un Etat de droit sans relais dans la société civile. Et combien de temps tiendraient des institutions démocratiques dans un contexte d'effondrement de l'économie ? Les pays sortant du communisme doivent établir dans des délais brefs ce qui, ailleurs, s'est construit dans la durée. Mais surtout : il n'y a pas synchronisme entre ces trois objectifs.

Transposée au plan de l'enseignement supérieur cette typologie implique différents niveaux d'interaction entre le monde universitaire et la transition en cours. Elle implique aussi l'identification de besoins nouveaux et différents rythmes dans leur réalisation.

L'Etat de droit. — Le premier niveau concerne, après des décennies d'arbitraire bureaucratique, la création d'un Etat de droit et une réforme de l'administration, préconditions nécessaires (mais pas suffisantes) à la transition vers la démocratie et l'économie de marché. Si l'on ajoute à cela la nécessité de remplacer les juges et les nomenklaturistes les plus compromis avec l'ancien régime, on constate que l'une des priorités du système universitaire sera la formation juridique (droit constitutionnel, droit public économique, droit international des affaires, etc.).

Parallèlement, l'accent doit être mis sur la formation de hauts fonctionnaires. La désétatisation, le démantèlement de l'emprise de l'Etat sur toutes les sphères de la vie économique et sociale, ainsi que la décentralisation n'impliquent nullement que l'on puisse se dispenser de la haute fonction publique. Au contraire, dans un contexte où des réformes de structures doivent être imposées au détriment d'appareils et d'intérêts corporatistes, une administration compétente et efficace est une priorité :

plus de Gouvernement (au vrai sens du terme) pour avoir moins d'Etat. D'où l'utilité d'établir des cursus analogues à ceux de la section « service public » de l'Institut d'Etudes politiques ou de l'Ecole nationale d'Administration en France, du Collège de l'Europe à Bruges, de la Kennedy School of Government à Harvard, etc.

Dans un contexte marqué par la crise de l'autorité de l'Etat et la relative inefficacité des nouvelles institutions (textes législatifs souvent contradictoires et inapplicables) l'aide extérieure peut être utile à condition qu'il ne s'agisse pas de plaquer des schémas occidentaux sur des réalités très variées de l'Europe postcommuniste. Pourquoi pas des « juristes sans frontières » ou des « administrateurs sans frontières » sur le modèle très réussi des « médecins sans frontières » ?

L'économie de marché. — Une seconde catégorie de besoins nouveaux, de changements nécessaires concerne l'introduction d'enseignements liés au développement de l'économie de marché. Ceci implique une refonte de l'enseignement économique dans les facultés existantes. Tous les concepts, à commencer par la terminologie, sont à revoir. (Un exemple : le dernier manuel polonais sur le fonctionnement de la bourse date de 1927 !) Mais surtout il est capital de développer une formation nouvelle à la gestion. Les pays d'Europe centrale n'ont nul besoin d'économistes occidentaux venant promouvoir les vertus de l'économie libérale ou les pièges de la « troisième voie ». La plupart du temps ils prêchent des convaincus. Le vrai débat actuellement porte sur les modalités plutôt que sur les finalités de la réforme économique. Il convient, par conséquent, de créer des instituts de gestion, des centres de formation des professions bancaires, ou de formation de cadres dans les secteurs clés pour la rénovation de l'économie : l'énergie, l'environnement, l'agroalimentaire, la distribution, les nouvelles technologies de la communication, etc.

Enfin, après quarante-cinq ans de socialisme, il faut réinventer une politique sociale. D'où la nécessité de créer un cadre juridique adéquat, mais aussi de former les responsables du fonctionnement du marché du travail, de la formation professionnelle.

L'Université dans la recomposition de la *société civile*. L'Université ne sort pas indemne de décennies de soumission plus ou moins explicite au pouvoir totalitaire. Sans comparer son statut d'aujourd'hui à ce qu'il était dans la société d'avant-guerre on note un net déclin de son prestige même par rapport aux années soixante. Les changements de structure et de personnel sont la condition du redressement. Les mutations profondes prendront des années car il ne suffit pas de se défaire de la tutelle politique, mais aussi de changer les mentalités. Ceci ne sera possible que si l'Université parvient à se décroisonner, à s'ouvrir sur les changements en cours dans la société, à tisser des liens avec le nouvel environnement économique et à redevenir un véritable centre de la vie intellectuelle du pays : une Université ouverte dans une société ouverte.

Reconstituer des élites et/ou élargir la base ?

L'héritage du système communiste, c'est la destruction des élites et le nivellement par le bas. Or l'on sait depuis Pareto que le développement d'une société est fonction du renouvellement de ses élites. Aujourd'hui la reconstitution des élites (politiques, économiques) est l'un des enjeux de la transition. Elle se fait par importation occidentale dans l'ancienne RDA. Elle est relativement mieux préparée en Hongrie et en Pologne grâce à une plus grande ouverture sous l'ancien régime permettant l'émergence de « contre-élites » composées d'économistes, de juristes, d'universitaires à l'intersection entre l'aile réformiste du pouvoir et la dissidence intellectuelle. La tâche est plus difficile en Tchécoslovaquie et surtout en Roumanie où les dégâts de la « normalisation » husakienne et le système Ceausescu auront des conséquences durables.

Or c'est précisément au moment où il faudrait mettre l'accent sur la qualité et le niveau de l'enseignement supérieur que le système doit répondre à un autre besoin lié aux changements en cours, à savoir l'élargissement du recrutement. Dans un pays comme la Tchécoslovaquie 7 % de la population de plus de vingt-cinq ans possède un diplôme universitaire contre 17 % dans l'ancienne RFA. La Tchécoslovaquie occupe la 47^e place dans le monde et devance en Europe de justesse la Hongrie, la Roumanie, Malte et l'Albanie. Un exemple, parmi d'autres : la faculté de droit de Bucarest compte au total 400 étudiants ; celle de Paris 25 000 étudiants.

Alors que depuis la moitié des années soixante les pays occidentaux ont connu une expansion considérable de la population universitaire correspondant aux besoins nouveaux d'une économie et d'une société modernes le système de l'Est restait malthusien. Le *numerus clausus* combiné avec des critères de sélection où intervenaient des facteurs tels que l'origine sociale ou la fiabilité politique étaient en fait une sélection négative. On considère qu'il faudrait doubler le nombre des étudiants pour atteindre des proportions de diplômés comparables à ce qui existe en Occident. La Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie ont augmenté de 10 à 15 % le nombre des nouveaux étudiants pour l'année 1990-1991. Reste à savoir si l'institution universitaire est capable d'absorber une accélération aussi rapide et surtout si cet objectif n'est pas contradictoire avec le précédent : la reconstitution d'élites.

C'est dans ce contexte qu'il convient d'examiner les projets de création d'universités nouvelles. Souvent on cite, pour justifier leur mise en service, la nécessaire décentralisation, le développement régional ou tout simplement la disponibilité d'immeubles laissés vacants par l'Armée rouge ou par le Parti communiste. Or, sans sous-estimer de telles considérations, la vraie question est de savoir « qui va enseigner quoi et à qui ? ».

S'il s'agit d'établissements dispensant un enseignement technique combiné ou pas avec des cycles courts de formation générale sur le modèle

des Polytechnics en Grande-Bretagne ou des Instituts universitaires de Technologie (IUT) en France, le projet serait défendable. Mais si, comme cela semble être souvent le cas, il s'agit de créer des universités à part entière on bute sur l'insuffisance des moyens et du personnel enseignant.

Car cette expansion est proposée à un moment où les universités existantes doivent elles-mêmes renouveler leur corps enseignant souvent incompetent ou compromis avec l'Ancien Régime. Certes, le problème vaut moins pour la Hongrie que pour ses voisins. Certes, il faut se méfier des dérapages dans la logique de la purge. D'autant qu'il n'est pas facile d'assurer leur remplacement. Les intellectuels dissidents étaient peu nombreux ; ils étaient peut-être vertueux, mais ne sont pas forcément compétents. Mais l'on ne peut pas non plus éluder le problème : même si les enseignants cherchent souvent à s'adapter aux conditions nouvelles ils ne sont pas toujours crédibles : un professeur de marxisme-léninisme ne peut s'improviser professeur de science politique (discipline qui avait quasiment disparu à l'Est) ou de sociologie. Les enseignants du supérieur sont aussi des *role models* : reconstituer des élites universitaires concerne le niveau de compétences, mais aussi *l'ethos* d'une institution.

Le préalable de l'expansion du système d'enseignement supérieur est donc d'éduquer les éducateurs. Des formations rapides, avec le concours de partenaires ouest-européens et de stages dans les universités occidentales (élaboration de programmes d'enseignements dans les disciplines « sinistrées », etc.) peuvent favoriser cette transition. Pour reprendre le vocabulaire communautaire : pas d'élargissement de l'assise universitaire sans approfondissement.

L'Université entre l'Etat et le marché

Partout en Europe centrale (la situation est un peu différente dans les Balkans) on est passé d'une dépendance totale de l'enseignement supérieur envers l'Etat à une très large autonomie. Mais le financement, lui, reste étatique. Si l'ingérence politique ou idéologique a disparu l'on découvre de nouvelles contraintes matérielles, certaines héritées du passé, d'autres liées à l'introduction de l'économie de marché.

En Europe centrale l'autonomie universitaire recouvrée est garantie par une nouvelle législation. Elle s'accompagne d'une démocratisation (création d'assemblées, de « sénats » universitaires avec des représentants des enseignants et des étudiants). L'orientation des universités est désormais influencée non seulement par des consignes gouvernementales, mais par la communauté universitaire elle-même, en liaison avec les élus de la région, les milieux économiques, les centres de recherche, etc.

La situation est différente dans les Balkans. En Roumanie par exemple, un projet de loi très libéral du ministre Mihai Sora fut abandonné après sa démission liée à une tension politique considérable entre le pouvoir et le milieu universitaire, plus proche de l'opposition de l'Alliance civique. Mais

en Roumanie, comme dans d'autres pays sortant du communisme, on assiste au début de la fin du monopole d'État sur l'enseignement supérieur. Une faculté nouvelle, spécialisée dans les problèmes de l'environnement, vient de se constituer avec des fonds privés. D'autres instituts privés s'établissent avec pour étudiants souvent ceux qui n'ont pas réussi à entrer à l'Université. En Hongrie deux universités furent créées. Et un peu partout s'établissent des Ecoles de gestion privées. Leur poids, pour l'instant, n'est que marginal, mais à terme ce secteur pourrait être complémentaire de l'Université publique tant pour ce qui est de l'élargissement numérique de l'enseignement supérieur que pour la satisfaction de besoins nouveaux liés à l'émergence d'une économie de marché.

L'introduction du marché et les disparités salariales qui l'accompagnent ne manquent pas d'ailleurs de poser un problème aux universités : celui de la fuite de cerveaux. Dans un premier temps ce problème se posait surtout pour les départs (sans retour) pour des stages ou des postes plus lucratifs en Occident. A partir de 1989 d'autres quittaient le milieu universitaire aspirés par la révolution et la carrière politique (parlementaire ou dans un cabinet ministériel). Aujourd'hui la fuite de cerveaux concerne surtout le passage dans le secteur privé où les salaires sont en moyenne trois à cinq fois supérieurs à ceux de l'enseignement supérieur. (Un universitaire gagne environ ce que gagne un marchand de légumes.)

Au cours de l'après-guerre, une bonne partie de l'intelligentsia préférait se réfugier dans la recherche universitaire pour échapper au système. Aujourd'hui elle commence à désertier l'enseignement et la recherche pour des carrières politiques ou commerciales. Si l'on ajoute à cette désaffection liée à l'introduction du marché, le discrédit jeté sur certaines institutions ou personnel à cause de leur compromission avec l'Ancien Régime, on risque un constat pessimiste : la double « trahison des clercs » comme signe du déclin des universités en Europe du Centre-Est.

Recherche et/ou Enseignement

Le lien entre l'enseignement et la recherche peut-il fournir un moyen d'endiguer ce déclin et même d'amorcer le renouveau nécessaire ? Rappelons qu'à l'Est, sur le modèle soviétique, on a isolé la recherche de l'enseignement dans cette cage dorée qu'était l'Académie des Sciences. La désoviétisation, la décentralisation de la recherche suppose donc que l'on s'attaque à ce Moloch bureaucratique et (à quelques exceptions près) peu efficace qu'est l'Académie des Sciences.

Deux pistes s'offrent dans cette perspective : la dissolution pure et simple ou la « déconstruction » qui permettrait de relancer la recherche à partir de petites unités plus souples et surtout fonctionnant selon des critères d'évaluation qualitatifs et un financement semi-public. Une seconde option serait de ne garder à l'Académie que les sciences dures et permettre le rattachement des sciences sociales aux universités. Celles-ci manquent

de personnel enseignant qualifié pour permettre leur expansion. Difficile, dans ces conditions, de justifier un « académisme » coupé de l'enseignement.

Plus généralement, cette restructuration, ce lien plus étroit entre la recherche et l'enseignement permettront de repenser les besoins et les objectifs dans les deux domaines. Une priorité absolue est de repenser le cursus, les programmes d'études, et dans le même temps d'élaborer de nouveaux manuels pour les étudiants. C'est une tâche particulièrement urgente dans les sciences sociales, les plus marquées par le carcan idéologique de l'Ancien Régime. L'ancien ministre de l'éducation roumain, M. Sora, avait recommandé de ne plus tenir compte des manuels fabriqués sous Ceausescu. Résultat : on se tourne souvent vers des manuels d'avant-guerre qui, dans certaines disciplines, ne valent pas beaucoup mieux. Là aussi l'aide occidentale peut faire la différence.

Les priorités de la coopération entre les deux Europes

Il découle de ce diagnostic un certain nombre de suggestions concernant la coopération européenne favorisant le renouveau d'universités dont certaines comptent parmi les plus anciennes d'Europe. La première consiste à distinguer l'aide au développement (conçue à destination du Tiers Monde) de l'aide à la transition en Europe du Centre-Est. La première met l'accent sur l'aide matérielle, la seconde sur le « capital humain ».

Si la menace du retour du communisme a disparu depuis l'effondrement du communisme soviétique, l'Autre Europe n'est pas à l'abri de dérives nationalistes. Dans cette optique il convient d'encourager les institutions supranationales en partant de ce qui existe : l'Institut universitaire de Florence, le Collège de Bruges ou l'Université centre-européenne qui vient de s'établir à Prague et à Budapest. Le programme Tempus fournit un cadre pour des échanges interuniversitaires. Aux tentations du repli sur une société fermée on peut favoriser l'émergence d'un réseau universitaire européen comme il en existait un au XVII^e ou au XVIII^e siècle.

Cela suppose un certain nomadisme culturel : que les professeurs et les étudiants bougent. Mais là aussi il faut se garder de certains travers. A bannir : le tourisme intellectuel de professeurs occidentaux, qui vont passer deux jours à l'Est pour pimenter leurs conversations dans les dîners en ville plus que par souci des besoins de leurs collègues locaux. A Varsovie on les appelle « the Mariott brigade », car ils descendent toujours dans des hôtels où une nuit vaut plus qu'un salaire mensuel des collègues qu'ils rencontrent. Un doyen de faculté de Prague divise les visiteurs financés par les programmes internationaux en trois catégories : ceux (plus de la moitié) qui n'ont pas d'intérêt véritable pour les problèmes locaux ni de compétences pour les résoudre. Résultat : perte de temps et frustration de voir des fonds rares gaspillés ; ceux qui sont engagés dans un projet de

coopération ou de recherche à moyen ou long terme dont le concours peut permettre de combler les handicaps hérités du communisme ; enfin, les émigrés de retour qui grâce à leur connaissance de la langue peuvent souvent participer à la formation de base des étudiants.

Autrement dit, moins de colloques sans lendemains ou de visites individuelles (aussi utiles soient-elles pour les intéressés) ; plus de projets qui permettent de reconstituer des réseaux qui vont durer et donner aux institutions un second souffle.

L'instrument indispensable au renouveau de ces universités c'est l'aide apportée dans trois domaines : l'établissement des programmes d'étude (dans certains cas on pourrait envisager la livraison « clefs en main » de programmes de formation) ; l'envoi de livres et, mieux encore, le financement de la traduction et de la publication de manuels en usage dans les universités d'Europe de l'Ouest ; l'équipement et les infrastructures qui souffrent de l'héritage autant que des contraintes économiques actuelles.

Enfin et surtout, ce qui compte c'est l'esprit dans lequel cette coopération est envisagée. Et d'abord éviter qu'elle ne se fasse à sens unique.